

PAGES 19 A 22:

< Le Monde de l'économie >

- Le crédit et la croissance des exportations; Les accords de salaires dans le secteur nationalisé.

DANS LE PROCHAIN NUMERO:

< LE MONDE DES ARTS > < COURRIER DES SCIENCES >

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5. rue des Italiens, Paris-IX* Directeur : Jacques Fauvet

0,70 F

Algérie, 0,70 DA; Maroc, 0,70 dir.; Tunisie, 70 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts; Danemark, 1,90 kr.; Espagne, 8 pes.; Grande-Bretagne, 8 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 25 rls; Italie, 120 l.; Liban, 85 ptes; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 4,20 din.

Tarif des abonnements page 29

C.C.P. PARIS N° 4207-23

TELEPARIS N° 65572

Ad. télégr.: JOURMONDE-PARIS

Tél.: PRO. (770) 91-29

LES FRONTIÈRES D'ISRAËL

Mme Meir cherche à apaiser les remous provoqués par sa déclaration au « Times »

L'inquiétude des nationalistes

Il est à première vue surprenant que les déclarations de Mme Golda Meir au « Times », publiées samedi, aient provoqué un tel tollé dans les milieux nationalistes israéliens.

En indiquant qu'Israël ne rendrait pas les hauteurs de Golan, la Jérusalem arabe et Charm-El-Cheikh, que l'Égypte ne devrait pas se réinstaller à Gaza, qu'un nouveau tracé des frontières devrait être élaboré pour assurer à l'État juif un « lien territorial » le long du Sinaï entre le port d'Elilat et les détroits de Tiran, Mme Meir n'a fait qu'exposer le programme électoral (dit « oral ») du principal parti de la coalition, le Maarakh, dont elle est l'un des dirigeants.

Pour combler les « lacunes » que l'opposition de droite avait relevées dans l'interview, le premier ministre s'est efforcé de faire diffuser plusieurs « mises au point », dont la plus remarquable a trait à « la Samarie et la Judée » (la Cisjordanie occupée) qui, précise-t-on, « ne seront pas abandonnées ». En d'autres termes, il est toujours question de transformer le Jourdain en « frontière de sécurité » en y établissant tout au long du cours d'eau des bases militaires israéliennes ou, pour le moins, des kibboutzim de « soldats-agriculteurs ».

Bref, Mme Golda Meir, sans aller jusqu'à tracer « la carte de la paix » que les instances internationales n'ont cessé de réclamer au gouvernement de Jérusalem, a repris à son compte les exigences territoriales des « maximalistes » au sein d'une équipe qui comprend aussi des « colombes » disposées à d'importantes concessions aux Arabes en échange de la paix.

Les propos tenus par le premier ministre n'ont certainement pas surpris les partis nationalistes du Gahal et du Centre libre. En déposant des motions de censure ces deux formations poursuivraient deux objectifs : marquer leur hostilité à un processus qui, se n'elles, ne peut conduire qu'à de nouveaux « abandons de la terre ancestrale » et, si possible, mettre le gouvernement en difficulté.

Cependant, la plupart des observateurs estiment que, même si le Parti national religieux devait se solidariser avec l'extrême droite, la coalition gouvernementale serait assurée d'une majorité parlementaire. Il paraît exclu, en outre, que Mme Meir se rétracte comme l'avait fait, en 1969, M. Levi Eshkol, alors premier ministre, sous l'effet d'une campagne analogue menée par les annexionnistes.

La situation a, en effet, sensiblement évolué depuis deux ans. Devant la volonté nettement exprimée de l'Égypte et de la Jordanie de conclure, sous certaines conditions, une paix formelle et définitive, devant l'isolement d'Israël sur la scène internationale et les pressions exercées sur Jérusalem par les grandes puissances, Mme Meir devra définir avec encore plus de précision sa politique. Elle engagerait ainsi un dialogue qui risque fort de conduire à des concessions. C'est là que réside peut-être la véritable cause de l'émotion ressentie dans les milieux ultra-nationalistes.

Les déclarations de Mme Golda Meir sur la question des frontières telles qu'elles ont été publiées samedi par le Times de Londres ont suscité de vifs remous en Israël. Bien que le chef du gouvernement israélien se soit aussitôt efforcé d'apporter des apaisements, trois ministres du Parti national religieux lui ont reproché, à la réunion du cabinet de dimanche, d'avoir fait trop de concessions, tandis que deux partis de droite (le Gahal et le Centre libre, qui sont dans l'opposition) déposaient à la Knesset des motions de censure dans le même sens. A Washington, cependant, on estime que les exigences israéliennes sont encore « démesurées ».

De notre correspondant ANDRÉ SCÉMAMA

Jérusalem. — La diplomatie secrète que M. Jarring s'efforçait d'appliquer était battue en brèche depuis un certain temps déjà : les répliques du dialogue israélo-arabe fusaient des tribunes les plus diverses, ou s'élevaient dans les colonnes des journaux. C'est par l'entremise du Times de Londres (voir le Monde des 14 et 15 mars, que Mme Golda Meir a choisi cette fois de poursuivre ce dialogue dans une phase particulièrement délicate. Cependant, l'entourage du chef du gouvernement s'est efforcé de préciser qu'en évoquant les grandes lignes de ce que devraient être les points d'appui des « frontières sûres » d'Israël, Mme Meir n'a pas, en fait, tracé la « carte de la paix », dont le contour sera fixé en commun avec les pays concernés.

Le tracé, même imprécis, de cette carte n'en est pas moins dessiné et, cette fois, par la personnalité dirigeante la plus autorisée de l'État juif.

On peut s'interroger sur l'opportunité d'une déclaration qui n'a suscité que très peu d'échos favorables. Le monde arabe est, comme il était prévisible, scandalisé. En Israël même, l'opposition, de droite et de gauche, s'indigne et, au sein de la coalition gouvernementale, le parti national religieux exprime ouvertement sa désapprobation. Le groupe Rafi, formation du parti travailliste dont le chef de file est le général Dayan, devait se réunir ce lundi pour définir son attitude. Le parti socialiste de gauche Mapam, membre lui aussi de la coalition, pourra-t-il garder le silence devant des exigences territoriales qu'il juge excessives ? Enfin les deux partis communistes et les groupuscules gauchistes et religieux extrémistes vont sans doute, fût-ce pour des motifs différents, se dresser contre Mme Meir.

(Lire la suite page 24, 5° col.)

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

124 des 193 villes de plus de 30 000 habitants ont choisi leurs conseillers dès le premier tour de scrutin

La majorité progresse plus à Paris qu'en province • Les communistes conservent Le Havre • Les socialistes sont bien placés à Lille et à Marseille

A l'issue du premier tour des élections municipales, les résultats sont définitifs dans près des deux tiers des villes de la métropole qui comptent trente mille habitants ou plus. Dans leur grande majorité les ballottages sont favorables aux « sortants », mais la situation demeure assez incertaine, tant que les communistes ne se sont pas formellement prononcés, à Lille aussi bien qu'à Toulouse.

Dans les autres très grandes vil-

les on note les réélections respectives de MM. Jacques Chaban-Delmas et Louis Pradel à Bordeaux et à Lyon, et une conjoncture favorable à M. Defferre dans les sept secteurs de Marseille où il y a ballottage (le huitième étant resté entre les mains du parti communiste).

La majorité pour sa part peut se prévaloir d'une sensible progression dans les quatorze secteurs de la capitale et d'une situation privilégiée

dans neuf d'entre eux, au lieu de six à l'issue du premier tour de 1965.

Le ministre de l'intérieur a diffusé lundi en fin de matinée une première ventilation des voix qui concerne l'ensemble des communes. Elle attribue 43,5 % des suffrages exprimés aux diverses listes d'opposition, 50,5 % de ces suffrages à la majorité et à des sympathisants, et 5,6 % à ceux que M. Marcellin appelle les « modérés d'opposition ».

La répartition des voix selon le ministère de l'intérieur

Table with 3 columns: Category, Nombre, %

Le maintien des abstentions à un niveau tout à fait comparable à celui de 1965 (24,80 % au lieu d'un peu plus de 25 %) n'est pas la seule donnée qui autorise à faire état d'une grande stabilité au lendemain du premier tour des élections municipales. La consultation a, en effet, de fortes chances de se conclure par l'octroi d'un nouveau mandat à la plupart des « sortants ».

Alors que l'on avait pu dénombrer une bonne vingtaine de « points chauds » parmi les cent quatre-vingt-douze villes (Paris non compris), qui groupent plus de trente mille habitants, on note que dans cent vingt-quatre d'entre elles la décision est d'ores et déjà maintenue acquise et qu'il s'agit dans cent treize cas (soit plus de neuf fois sur dix) de réélections : trente-sept pour les communistes, qui demeurent très forts dans la « petite couronne » de la capitale (M. Vivien, secrétaire d'Etat au logement, n'est point parvenu à inquiéter M. Bayeurt à Fontenay-sous-Bois),

une pour le P.S.U., qui conserve son unique fief de Saint-Brieuc, vingt pour les socialistes, deux pour les radicaux, six pour les divers « gauches », vingt-deux pour les divers centristes, seize pour l'U.D.R., cinq pour les républicains indépendants, deux pour le Centre national des indépendants, et deux pour des « divers » qui échappent à toute classification.

La « prime aux sortants »

La vieille règle de la « prime aux sortants », observée la plupart du temps lorsqu'il s'agit de renouveler les conseils municipaux, est parfaitement respectée et illustrée au-delà de la variété des étiquettes, des situations et des options. Les centristes tiennent bien à Rouen (M. Lecanuet), où ils apparaissent opposants, à Rennes, où ils le sont un peu moins (M. Fréville), et à Strasbourg, où ils ne le sont plus du tout (M. Pflimlin).

La « rente de situation »

Pour avoir totalement changé d'orientations et d'alliances, M. Guy Mollet n'en est pas moins réélu dès le premier tour, à Arras. Je même qu'à Mulhouse M. Emile Muller, qui, autrefois socialiste, a créé le P.D.S. (Parti de la démocratie socialiste) parce qu'il refusait les analyses et la technique de M. Savary et de ses amis du P.S. Après ce qui s'était passé à Puteaux, ne doit-on pas considérer comme la plus belle illustration de la « rente de situation » dont bénéficient les maires en place le fait que M. Ceccaldi-Raynaud soit en tête du ballottage ?

Il en va ainsi le plus souvent, et notamment pour M. Gaston Defferre, dont la courbe se situe sensiblement au-dessus de celle de 1965 dans chacun des huit secteurs de Marseille, mais certaines autres situations appellent des observations plus nuancées.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 6, 4° col.)

« LES CHÊNES QU'ON ABAT... »

La France et la mort, ou la dernière rencontre du général de Gaulle et d'André Malraux

Par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Déjeuner à Colombey, le 11 décembre 1969. Interview du général de Gaulle par André Malraux. Interview ? Mais oui, c'est Malraux qui le dit : « Ce livre est une interview, comme la Condition humaine était un reportage... » Ainsi, c'était un reportage ! Malraux reporter en Chine, c'était Stendhal à Waterloo, et la Chartreuse aussi était un reportage. Alors Malraux et l'interview ! La lettre tue mais l'esprit vivifie, le talent transpose mais le génie transfigure.

Ah ! si Chateaubriand, au lieu de bavarder à Prague avec cet imbécile de Charles X qui n'avait rien à dire, était allé à Sainte-Hélène, quelle « interview » il eût pu faire du petit homme qui avait

tenu l'Europe sous son talon... C'est Malraux qui soupire ainsi, avec des regrets un peu hypocrites pour le grand confrère qui a manqué le coche. Car lui, Malraux, il ne l'a pas manqué ; il y est allé, à Sainte-Hélène (Haute-Marne). Il n'y a pas perdu son temps et ne gaspille pas le nôtre.

Quatre heures au plus de conversation, dont une heure au moins occupée de propos de table et de banalités courtoises, et voilà l'« interview » : deux cent trente-cinq pages, d'un seul souffle, et de grand style. Un dialogue ; évidemment non. Deux monologues ; pas davantage, pour quel faire ? Plutôt un grand et beau poème tragique, tantôt lyrique, tantôt cynique. Malraux a besoin de l'éprouvé, mais le vécu chez lui devient tragédie et il ne cesse, au fond, de parler de lui-

même en face de celui qui, lui aussi, ne cesse de parler de cet autre lui-même, qu'il nomme Charles. Décor : le monde. Thème : l'Histoire et l'Homme, quel-quefois les histoires des hommes. A l'affiche : tout le monde, et puis deux grandes voix, deux chants qui alternent, s'entrecroisent, se mêlent, se séparent, s'opposent en contrepoint. La voix du général, le chant de l'écrivain ? Mais non, ce n'est pas un ballet. Ou alors celui de la France et de la Mort. Sa France et sa Mort. Rien d'autre ne compte. Ils sont fascinés, et c'est fascinant.

Le héros et le génie — ou bien le génie et le héros — livrent et métamorphosent à la fois leurs propres hantises, leurs propres obsessions. Quelle est la part du réel et celle de l'imaginaire, et dans cet étincelant feu d'artifice quelles fusées ont été réellement tirées, quelles auraient pu l'être ? Peu importe : tout est au second, au troisième degré. Même les scories.

Boutades, anecdotes, souvenirs

Quand de Gaulle reconduit son hôte, à la tombée de la nuit, jusqu'au seuil de la Boissierie, il fait un geste, dit une phrase : cela devait être ainsi. Il tend la main vers les étoiles, et : « Elles me confirment l'insignifiance des choses. » Pastiche pour un aurore qui, on ne sait jamais, risque d'être le grand adieu, et qui l'est en effet. Dernier « mot » qui sonne si faux qu'il est probablement vrai. Du grand théâtre : à la fois enflure et dérision. « Je ne me suis pas soulé d'une photographie, dit Malraux, j'ai rêvé d'un Greco. » Là-dessus, le général n'est plus, et, comme l'a crié le reporter André Malraux jadis, « la mort transforme la vie en destin ». Dès lors, chacun trouvera dans le tableau tout ce qu'il voudra y voir : Mémoires et Antimémoires. Après tout, puisque la Condition humaine était un reportage...

Pour les collectionneurs d'histoires, quelle mine ! La santé, l'âge du général : « La fatigue des derniers temps du pouvoir s'est effacée », mais : « Quand je suis parti, l'âge a peut-être joué un rôle. » Ses lectures ? « Eschyle, Shakespeare, les Mémoires d'outre-tombe, un peu Claudel. Et ce qu'on m'envoie, qui fait généralement partie des nuages. Je réponds à tous ceux qui m'envoient des livres : ils pourraient aussi ne pas me les envoyer. » L'écriture ? « Comme il est étrange que l'on doive se battre à ce point pour arracher de soi ce que l'on veut écrire... » Colette disait : « C'est difficile, la langue française ! Les adjectifs ! » Elle se trompait, malgré son talent : la langue française, ce sont les verbes. Quand même : « Ecrire permet d'oublier la meute. C'est important. »

(Lire la suite page 18, 1° col.)

ALFRED FABRE-LUCE

L'été de la résurrection

« De tous mes livres celui-ci est, je crois, celui qui a les meilleures chances de survivre. Mais... en absorbant son auteur dans un anonymat. » A. F. L.



Le Monde COMMENCERA DEMAIN LA PUBLICATION D'UN REPORTAGE DE CHARLES VANHECKE : CUBA, DE L'UTOPIE AUX RÉALITÉS

AU JOUR LE JOUR

WATERLOO

En somme, l'électeur français n'aura vu de la bataille des élections municipales qu'une plus que ce que le Fabrice de Stendhal avait vu de la bataille de Waterloo, c'est-à-dire une suite d'épisodes sans tête ni queue : patrouilles de cheval-légers, piétinements de vieille garde, grognements de grognards, avec quelques victimes étonnées, ça et là, et le train de l'intendance qui suit comme il peut. Mais au moins, à Waterloo, y avait-il des généraux qui se donnaient l'illusion de savoir ce qu'ils faisaient. Au point où nous en sommes, nous n'avons plus de Napoléon pour perdre les batailles ni même de Cambronne pour les commander. ROBERT ESCARPIT.